

# Synthèse régionale

## Pas d'embellie en Guadeloupe en 2014

En 2014, l'économie guadeloupéenne reste atone. L'attentisme des ménages maintient la consommation à un niveau relativement faible, tandis que l'absence de visibilité des entreprises a pour conséquence la poursuite des pertes d'emplois, notamment dans la construction. Les échanges extérieurs sont en repli. En particulier, les importations de biens d'équipement et intermédiaires diminuent. Toutefois, les entreprises ont poursuivi leurs investissements. Si l'activité touristique se maintient avec deux millions de passagers à l'aéroport Pôle Caraïbes, l'activité hôtelière marque le pas.

Benhaddouche Ali, Insee

En 2014, l'activité mondiale accélère légèrement : la reprise s'affermi dans les pays avancés, tandis que la croissance fléchit dans la plupart des pays émergents. L'économie française croît faiblement. En 2014, le PIB de la France progresse de 0,2 % après + 0,3 % en 2013.

Dans la région d'Amérique Latine et de la Caraïbe, l'activité globale a poursuivi son ralentissement (1,3 %). Depuis 2011, la croissance de la Guadeloupe s'inscrit sur une tendance baissière.

### En 2014, les pertes d'emplois salariés se poursuivent

En 2014, les destructions nettes d'emplois salariés se poursuivent dans l'économie guadeloupéenne. L'emploi est en recul tandis qu'il se maintient en Martinique et en Guyane. Fragilisé par la mauvaise tenue de l'industrie et de la construction, l'emploi salarié marchand guadeloupéen enregistre au milieu de l'exercice 2014 un niveau de baisse inégalé depuis plusieurs années. Ce recul est perceptible dans les échanges commerciaux avec une baisse de 25 % des importations d'éléments en métal pour la construction et la chute de 15 % des importations de ciment, confirmant la tendance baissière du secteur de la construction amorcée en 2010. Les mises en chantier de logements reculent de 15 % en 2014. Seul le secteur tertiaire marchand soutient de nouveau l'emploi en fin d'année. Le recours au secteur intérimaire a été moins important en 2014.

Dans ce contexte économique contraint, les échanges extérieurs sont en repli en 2014. En particulier, les importations de biens d'équipement et intermédiaires diminuent nettement malgré une embellie en fin d'année. Pourtant, les entreprises ont plus largement investi qu'en 2013 (+ 6 % contre 0,9 % en 2013) notamment par un recours plus important au crédit d'équipement.

### La consommation des ménages reste peu dynamique

Face à l'activité économique atone, la consommation des ménages se maintient en dépit d'une forte décélération des prix qui pourrait faire craindre à certains l'enclenchement d'un processus déflationniste. Les importations de produits alimentaires et les ventes de voitures particulières progressent respectivement de 1,9 % et 1,5 % sans compenser les replis des années précédentes. Les importations de biens de consommation restent relativement stables. Les ménages ont moins investi dans l'immobilier malgré des taux d'intérêt bas. En lien avec une demande locale relativement faible, le trafic de marchandises diverses du port autonome est en baisse de 10 %.

Le secteur touristique soutient la dynamique régionale. En 2014, un peu plus de deux millions de passagers sont partis ou arrivés de l'aéroport Pôle Caraïbe en Guadeloupe. C'est la deuxième année

consécutives que le cap des deux millions de passagers est franchi. Toutefois, l'activité hôtelière marque le pas avec une nette diminution du nombre de touristes hébergés dans l'hôtellerie en Guadeloupe : - 15 % par rapport à 2013.

### Des perspectives incertaines pour 2015

En 2015, la croissance devrait être morose comme en atteste le niveau faible de l'inflation. La consommation des ménages devrait se maintenir grâce aux importations de biens de consommation courante et à la dynamique touristique. Les ménages restent toutefois prudents et sont plus nombreux à placer leur liquidité dans les produits d'épargne les plus rémunérateurs comme les contrats d'assurance-vie et les plans d'épargne logement.

Dans le secteur du BTP, des perspectives plus optimistes se profilent avec la progression de la consommation de ciment et la mise en chantier du projet de la reconstruction du CHU de Pointe-à-Pitre, pour un montant de 600 millions d'euros financé intégralement par l'État. Par ailleurs, les travaux de démolition puis de reconstruction du lycée de Baimbridge devraient débuter en juin 2015 pour une durée de sept ans.

# Contexte national et international

## Légère accélération de l'activité mondiale

Fabien Breuilh, Insee

En 2014, la croissance mondiale est restée modeste et inégale en fonction des régions, dans un contexte de perspectives toujours médiocres à moyen terme et de chute du prix du pétrole. La reprise s'affermi dans les pays avancés, tandis que la croissance fléchit dans la plupart des pays émergents.

Aux États-Unis, l'activité a été soutenue par la consolidation du marché du travail. Dans le même temps, les revenus des ménages ont été peu rognés par la hausse des prix en 2014 (+1,5 %). La reprise américaine s'annonce solide. La demande intérieure, portée par les ménages en raison des gains de pouvoir d'achat et par des entreprises grâce à la réouverture du marché du crédit à des taux historiquement faibles, a amplifié la reprise de l'investissement (+3,9 %).

Dans les pays émergents, l'activité ralentit pour la quatrième année consécutive, sous l'effet de l'essoufflement de la croissance chinoise, mais aussi de la dégradation de l'activité dans plusieurs autres grands pays exportateurs de pétrole, notamment le Brésil et la Russie.

### Zone Euro, vers la fin de la récession

La zone euro renoue timidement avec la croissance (+0,9 %), après deux années de contraction de l'activité. Les hétérogénéités y sont moins fortes qu'en 2013. La croissance de la zone se redresse surtout à la fin de l'année, sous l'effet notamment de deux stimuli extérieurs : d'une part, le prix du pétrole baisse fortement au second semestre, d'autre part, l'euro se déprécie nettement par rapport au dollar. Ces deux effets soutiennent la demande intérieure, via l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages et des entreprises à travers les gains de compétitivité prix. Ainsi, le commerce extérieur contribue plus positivement au développement économique de la zone.

L'activité dans la zone euro se consolide, soutenue par la fin des politiques d'austérité, ce qui se traduit par l'allègement de la pression fiscale sur les ménages et les entreprises et par une légère reprise des dépenses publiques (+0,7 %). Cependant, les consolidations budgétaires pèsent encore sur le marché du travail qui peine à redémarrer. Ainsi, en lien avec la moindre distribution des revenus du travail et malgré l'inflation quasi-nulle, la

demande intérieure finale progresse lentement, +1,5 % comme en 2013. Les opérations de soutien de la Banque Centrale Européenne, afin d'apaiser les tensions financières, commencent à porter leurs fruits. Ainsi, le desserrement des conditions de crédit, combiné à des taux historiquement bas, profite au redémarrage de l'investissement dans certains pays (+1,0 % après deux années d'important repli).

L'activité accélère dans la plupart des pays de la zone, hormis en Italie où les fortes incertitudes pesant sur les politiques fiscales pèsent sur la demande intérieure (0,7 %) et prolongent la récession. L'Espagne et le Portugal sortent de la récession (respectivement +1,4 % et +0,8 %), et l'activité en Allemagne (+1,6 %) reste plus dynamique que dans le reste de la zone. En Grèce, la situation se stabilise finalement, suite à l'espoir apporté par les dernières élections.

En 2014, la désinflation se poursuit en Europe. Les prix progressent très faiblement (+0,4 % après +1,3 %), progression la plus basse depuis la création de la monnaie unique.

### L'économie française croît faiblement

En 2014, l'activité en France progresse faiblement (+0,2 % après +0,3 % en 2013). Comme en 2013, la demande intérieure constitue le premier moteur de la croissance (+0,5 point), principalement soutenue par la consommation des ménages qui accélère (+0,6 % après +0,4 % en 2013). Le dynamisme des dépenses de consommation des administrations publiques (+1,6 %) compense le recul de leurs investissements (-6,9 % après +0,1 % en 2013). L'investissement des entreprises non financières se redresse (+2,0 % après +0,5 % en 2013), alors que l'investissement des ménages, principalement en logements, se replie pour la troisième année consécutive (5,3 % en 2014).

En 2014, les exportations progressent fortement (+2,4 % après +1,7 % en 2013). Dans le même temps, en lien avec le dynamisme de la demande intérieure, les importations accélèrent vivement (+3,8 %, après +1,7 %). Au total, les

échanges extérieurs pèsent sur la croissance de -0,5 point.

L'activité est portée par les services marchands (+0,5 % après +0,7 %), les services non marchands (+1,0 % après +1,2 %) et l'agriculture (+8,5 % après -1,9 %). L'activité de la branche énergie-eau-déchets se replie fortement (-2,1 % après +2,2 % en 2013), en raison d'un climat doux en début comme en fin d'année. En lien, avec un investissement total toujours atone, la construction recule fortement (-3,6 %). L'activité dans l'industrie manufacturière se replie (-2,1 % après +2,2 %).

L'emploi salarié marchand non agricole recule légèrement (-0,2 %), en raison du faible rythme de croissance de l'activité. Mais, grâce aux créations nettes d'emplois dans les branches non marchandes, principalement des contrats aidés (notamment la montée en charge des emplois d'avenir), l'emploi total augmente en moyenne sur l'année (+0,3 %) et le taux de chômage est quasi stable en moyenne annuelle (10,2 % après 10,3 % en 2013).

En ligne avec l'emploi qui croît légèrement, le revenu des ménages accélère (+1,1 % après +0,7 % en 2013). Ainsi, porté par une inflation nulle, le pouvoir d'achat rebondit (+1,1 %), après les légères pertes survenues en 2013 (-0,1 %).

### L'activité reste modérée en Amérique latine et dans les Caraïbes

En 2014, avec une croissance limitée à 1,3 %, le rythme d'expansion dans la zone Amérique Latine et dans les Caraïbes (LAC), est le plus faible enregistré depuis 2002 (hors crise financière de 2009). Cependant, les pays du LAC continuent de recevoir d'importants volumes d'investissements, et le marché de la dette privée est soutenu par le contexte général de taux historiquement bas. La baisse des prix des matières premières a constitué un important soutien aux pays consommateurs de la région.

L'activité globale marque le pas en raison du fort ralentissement des investissements étrangers liés aux mauvaises perspectives, en particulier au Brésil et au Venezuela sensibles à la chute du prix des matières

premières. Dans ce contexte, les monnaies au change flottant se sont vues fortement dépréciées, presque 20 % contre le dollar depuis le milieu de l'année 2014. Dans ces pays, les conditions de financement se dégradent. La hausse des primes de risque, en particulier pour les dettes souveraines et/ou celles des entreprises exposées au prix des matières premières alourdissent les charges de la dette.

Les économies de la Caraïbe et de l'Amérique du Sud affichant une forte dépendance énergétique ont été soutenues par l'allègement de leur facture pétrolière. Cela leur a permis de réduire les déficits et dans le même temps le poids de la fiscalité dans le cadre des consolidations budgétaires. Ainsi, ces pays ont amélioré leur crédibilité monétaire et contenu l'inflation, qui avait fortement pesé sur la croissance l'année précédente.

Dans le secteur privé, la baisse du cours du pétrole a amélioré la compétitivité des entreprises leur permettant d'élargir leurs débouchés. La reprise de la demande mondiale portée par la consolidation de la croissance des États-Unis a soutenu les économies aux composantes touristiques fortes ou au fort potentiel de développement économique, cible des investissements étrangers/américains. Les activités touristiques dans la zone Caraïbe ont également profité des tensions géopolitiques en Orient, qui, combinées aux effets du prix du pétrole, soutiennent la compétitivité de la zone dans ce secteur.

**1 L'activité mondiale impacte plus l'économie nationale que ses économies ultra-périphériques**

Évolution annuelle comparée des PIB en valeur (en euro)



Source : Insee Comptes Nationaux Annuels, FMI avril 2015.

La croissance mondiale en 2014 est restée modeste, reflétant une reprise de la croissance dans les économies avancées par rapport à l'année précédente et un ralentissement dans les marchés émergents et les économies en développement. Les multiples facteurs, qui ont affecté la croissance mondiale devraient persister en 2015 et façonner l'activité à moyen et à long terme (les chocs économiques, financiers ou géopolitiques).

Les économies avancées continueraient de se redresser au premier semestre 2015, grâce aux soutiens conjugués de l'amélioration du marché du travail, du recul des prix de l'énergie et de nouvelles relances budgétaires. Dans ce climat conjoncturel favorable, l'activité y serait comparable à celle du second semestre 2014.

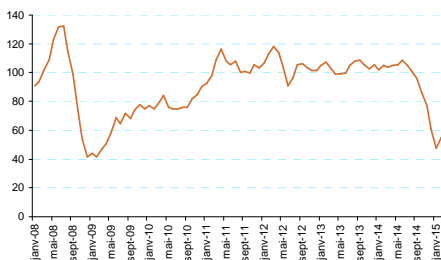
Au total, la croissance mondiale serait en légère hausse en 2015, portée par celles des économies avancées, et toutefois affaiblie par les marchés émergents, reflétant des perspectives plus modérées pour certaines grandes économies émergentes et les pays exportateurs de pétrole.

En France, dès le premier semestre 2015, l'économie retrouverait une croissance un peu plus forte. L'acquis de croissance annuelle atteindrait + 0,8 % mi-2015, après trois années très ternes (+0,4 %). Cette accélération serait portée par la consommation des ménages qui augmenterait nettement tout au long du premier semestre 2015. Ainsi, le principal moteur de l'économie française redémarrerait. Il profiterait des gains de pouvoir d'achat, qui accéléreraient d'ici mi-2015, soutenus par la désinflation.

Néanmoins, deux aléas : le prix du pétrole et le niveau de confiance des ménages, sont identifiés. Ils pourraient entacher la réalisation de cette prévision de court terme.

**2 Les prix du pétrole chutent en fin d'année**

Évolution du prix moyen du baril de Brent, pétrole brut léger (Royaume Uni), moyen (Dubai) et lourd (Texas) (calcul à pondération égale) (en \$ / baril)



Source : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (unctadstat.unctad.org)

**3 Reprise progressive de la croissance**

Croissance du PIB en 2012, 2013 et 2014, projections pour 2015 et 2016 (en %)

	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Monde</b>	<b>3,4</b>	<b>3,4</b>	<b>3,4</b>	<b>3,5</b>	<b>3,8</b>
<b>Économies avancées</b>	<b>1,2</b>	<b>1,4</b>	<b>1,8</b>	<b>2,4</b>	<b>2,4</b>
Etats Unis	2,3	2,2	2,4	3,1	3,1
Zone Euro, dont :	-0,8	-0,5	0,9	1,5	1,6
<i>France</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>1,2</i>	<i>1,5</i>
<i>Allemagne</i>	<i>0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>1,6</i>	<i>1,6</i>	<i>1,7</i>
Japon	1,8	1,6	-0,1	1,0	1,2
<b>Pays émergents ou en développement</b>	<b>5,2</b>	<b>5,0</b>	<b>4,6</b>	<b>4,3</b>	<b>4,7</b>
<i>Chine</i>	<i>7,8</i>	<i>7,8</i>	<i>7,4</i>	<i>6,8</i>	<i>6,3</i>
<i>Inde</i>	<i>5,1</i>	<i>6,9</i>	<i>7,2</i>	<i>7,5</i>	<i>7,5</i>
<b>Amérique Latine - Caraïbes</b>	<b>3,1</b>	<b>2,9</b>	<b>1,3</b>	<b>0,9</b>	<b>2,0</b>
Brésil	1,8	2,7	0,1	-1,0	1,0
Venezuela	5,6	1,3	-4,0	-7,0	-4,0
Amerique Centrale <sup>1</sup>	4,0	4,0	4,0	4,2	4,3
<i>Panama</i>	<i>10,7</i>	<i>8,4</i>	<i>6,2</i>	<i>6,1</i>	<i>6,4</i>
<b>Caraïbes<sup>2</sup></b>	<b>3,5</b>	<b>3,6</b>	<b>4,7</b>	<b>3,7</b>	<b>3,5</b>
<i>Haïti</i>	<i>2,9</i>	<i>4,2</i>	<i>2,7</i>	<i>3,3</i>	<i>3,8</i>
<i>République Dominicaine</i>	<i>2,6</i>	<i>4,8</i>	<i>7,3</i>	<i>5,1</i>	<i>4,5</i>
<i>Antigua et Barbuda</i>	<i>3,6</i>	<i>1,8</i>	<i>2,4</i>	<i>1,9</i>	<i>2,3</i>
<i>Dominique</i>	<i>-1,4</i>	<i>-0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>2,4</i>	<i>2,9</i>
<i>Sainte-Lucie</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,5</i>	<i>-1,1</i>	<i>1,8</i>	<i>1,4</i>
<i>Barbade</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>1,4</i>
<i>Trinidad et Tobago</i>	<i>1,4</i>	<i>1,7</i>	<i>1,1</i>	<i>1,2</i>	<i>1,5</i>
<i>Suriname</i>	<i>4,8</i>	<i>4,1</i>	<i>2,9</i>	<i>2,7</i>	<i>3,8</i>

<sup>1</sup> Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua and Panama.

<sup>2</sup> Antigua et Barbuda, The Bahamas, Barbados, Dominica, the Dominican Republic, Grenada, Haïti, Jamaica, St. Kitts and Nevis, St. Lucia, St. Vincent and the Grenadines and Trinidad et Tobago.

Source : FMI, World Economic Outlook, avril 2015 sauf (\*) Insee, comptes nationaux, base 2010.

**Pour en savoir plus**

- Fonds Monétaire International - World Economic Outlook (WEO), "Uneven Growth : Short- and Long-Term Factors", avril 2015, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2015/01/>
- Regional Economic Outlook, Western Hemisphere, "Regional Economic Outlook: Western Hemisphere - Northern Spring, Southern Chills", avril 2015, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2015/whd/eng/wreo0415.htm>
- Insee - Note de conjoncture, «Un peu de carburant pour la consommation et pour les marges», mars 2015, [http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=17&sous\\_theme=3&page=note.htm](http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=17&sous_theme=3&page=note.htm)
- Les comptes de la nation en 2014, Insee Première n°1549, mai 2015.